



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 264
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Québec

Présentation

Présenté par
M. Jean Leclerc
Député de Taschereau

Éditeur officiel du Québec
1993

Projet de loi 264

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Québec

ATTENDU que la Ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée ;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Les articles 4a à 4e de la charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95), édictés par l'article 135 du chapitre 27 des lois de 1985, sont remplacés par les suivants :

« **4a.** Malgré les articles 468 à 469.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la ville peut autoriser une entente afin de procéder, avec un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), une entreprise de services publics ou un organisme à but non lucratif, à l'achat de matériel ou de matériaux, à l'adjudication d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services autres que des services professionnels ou à l'exécution de travaux conjoints, simultanés ou connexes à ceux réalisés par ces organismes et à cette fin, procéder à une demande commune de soumissions pour l'adjudication des contrats requis.

« **4b.** La ville, un organisme ou une entreprise qui prend part à une demande commune de soumissions peut déléguer, en tout ou en partie, à une autre partie, les pouvoirs nécessaires à la présentation de cette demande ou à l'adjudication des contrats. Dans ce cas, l'acceptation d'une soumission par le délégataire lie, envers l'adjudicataire, la ville et chaque organisme ou entreprise qui prend part à la demande.

Le montant total du contrat faisant suite à une telle demande est pris en considération aux fins de l'application des règles d'adjudication des contrats par le délégataire.

«**4c.** La ville et une municipalité partie à une entente visée à l'article 4a sont relevées des obligations et des formalités prévues aux articles 468 à 469.1 de la Loi sur les cités et villes.

«**4c.1** Malgré toute disposition contraire, une partie qui prend part à une demande commune de soumissions est assujettie aux articles 573 à 573.3 de la Loi sur les cités et villes. Le ministre des Affaires municipales peut dispenser la ville, un organisme ou une entreprise de l'application de ces dispositions ou d'une partie d'entre elles.

«**4d.** Les règles d'attribution des contrats prévues dans un règlement adopté en vertu de l'article 4i ne peuvent être appliquées à une demande commune de soumissions.

«**4e.** La ville peut conclure avec l'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec inc. ou avec ces deux organismes une entente ayant pour but l'achat de matériel ou de matériaux ou l'octroi d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services autres que des services professionnels, par l'organisme ou les organismes au nom de la ville.

Les règles d'adjudication des contrats s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article comme si l'organisme ou les organismes étaient une municipalité. ».

2. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 4h, du suivant :

«**4i.** Le conseil peut, par règlement, prescrire des règles d'attribution des contrats qui permettent de pondérer le prix d'une soumission en prenant en considération le montant des taxes payées à la ville par un soumissionnaire. Le conseil et le comité exécutif sont autorisés à accorder, sans l'autorisation du ministre des Affaires municipales, le contrat à la personne qui a fait la soumission la plus basse compte tenu de ces règles. ».

3. L'article 16 de cette charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1980 et modifié par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Le comité exécutif peut prévoir certaines catégories d'actes, pouvant entraîner des dépenses pour le compte de la ville qui peuvent être posés par les membres du conseil, établir un tarif applicable pour toute catégorie d'actes posés au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec et prévoir la pièce justificative qui doit être présentée pour prouver qu'un tel acte a été posé.

Malgré le premier alinéa, le membre du conseil qui, dans l'exercice de ses fonctions, a posé un acte visé au tarif en vigueur peut, sur présentation d'un état appuyé de la pièce justificative exigée, être remboursé du montant réel de la dépense jusqu'à concurrence du montant prévu au tarif pour cet acte. ».

4. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 162*h*, du suivant :

« **162i.** La Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ne s'applique pas aux employés permanents ou réguliers de la ville effectuant, dans l'exercice de leurs fonctions, des travaux de rénovation, de restauration ou de modification aux immeubles de la ville. ».

5. L'article 185 de cette charte, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par les articles 2 et 12 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 11 du chapitre 8 des lois de 1970, par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 10 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 2 du chapitre 22 des lois de 1979, par l'article 11 du chapitre 42 des lois de 1980, par les articles 8 et 58 du chapitre 61 des lois de 1984, par l'article 136 du chapitre 27 des lois de 1985 et par l'article 4 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, au sous-paragraphe *d* du paragraphe 7, à la troisième ligne, du mot « cinquante » par le mot « cent » ;

2° par le remplacement, au deuxième alinéa du paragraphe 11, à la quatrième ligne, du mot « cinquante » par le mot « cent » ;

3° par le remplacement du paragraphe 13 par le suivant :

« 13. Le comité exécutif peut consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense excédant 100 000 \$. » ;

4° par la suppression du paragraphe 14 ;

5° par le remplacement, au paragraphe 17, aux deuxième et cinquième lignes, du montant « 50 000 \$ » par le montant « 100 000 \$ » ;

6° par le remplacement du paragraphe 19 par le suivant :

« 19. Le comité exécutif approuve les demandes de soumissions publiques. Pour les fins des articles 4a et 4b, il peut décider de procéder conjointement avec un organisme public et déléguer en tout ou en partie, à un tel organisme, les pouvoirs nécessaires à la présentation d'une demande commune de soumissions ou à l'adjudication des contrats requis. » ;

7° par l'addition, après le paragraphe 31, des suivants :

« 32. Le comité exécutif est autorisé à déterminer les bâtiments ou établissements ou catégories de bâtiments ou d'établissements dans lesquels doivent être installés des compteurs d'eau.

« 33. Le comité exécutif est autorisé à déterminer les immeubles ou établissements ou catégories d'immeubles ou d'établissements dont les propriétaires, locataires ou occupants doivent payer des frais pour le service d'enlèvement et de disposition des déchets et des matières réutilisables ou recyclables. ».

6. L'article 191b de cette charte, édicté par l'article 13 du chapitre 116 des lois de 1986 et modifié par l'article 9 du chapitre 88 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement à la deuxième ligne du cinquième alinéa, du montant « 50 000 \$ » par le montant « 100 000 \$ ».

7. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 191b, du suivant :

« **191c.** Malgré les articles 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la ville peut octroyer sans demande de soumissions tout contrat pour la fourniture de logiciels ou l'entretien ou la maintenance de systèmes informatiques ou de télécommunications pourvu que le contrat soit accordé à une entreprise qui exécute généralement de tels travaux et qu'il soit adjugé à un prix égal ou inférieur à celui généralement exigé pour des travaux de cette nature par une telle entreprise. ».

8. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 242a, des suivants :

« **242a.1** La ville peut, par règlement, imposer une taxe sur les propriétaires de stationnements non résidentiels qui constituent une unité d'évaluation ou en font partie et qui sont visés à l'article 242a.4.

Dans le cas d'un stationnement payant exploité par une autre personne que son propriétaire, la taxe est payable par l'exploitant.

«**242a.2** Est un stationnement non résidentiel toute unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière de la ville constituée essentiellement d'un espace destiné habituellement à garer temporairement des véhicules routiers inoccupés qui sont à l'usage personnel de personnes physiques, sauf s'il s'agit d'une unité qui constitue la dépendance d'une unité résidentielle.

Est également un stationnement non résidentiel un espace, compris dans une unité d'évaluation sans qu'il en constitue l'élément essentiel, qui sert habituellement à garer temporairement des véhicules routiers inoccupés qui sont à l'usage personnel de personnes physiques qui sont les propriétaires ou occupants d'un immeuble visé au premier alinéa de l'article 244.11 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) et non visé au deuxième ou au troisième alinéa de cet article, qui y travaillent ou le visitent ou qui sont des clients d'un établissement y situé.

Toutefois, n'est pas un stationnement non résidentiel un espace qui sert habituellement à garer des véhicules routiers en vue de leur vente, de leur location ou de leur réparation. Une place payante fait partie d'un stationnement non résidentiel même si elle n'est utilisée qu'occasionnellement aux fins mentionnées au premier ou au deuxième alinéa.

«**242a.3** La superficie d'un stationnement non résidentiel comprend non seulement celle des places qu'il comprend mais aussi celle des aires de circulation permettant l'utilisation de ces places.

Pour l'application des articles 242a.1 à 242a.10, la superficie d'une aire de circulation est répartie, entre les places dont elle permet l'utilisation, proportionnellement à la superficie de chacune, et la superficie d'une place est réputée augmentée de la partie de la superficie de l'aire qui est ainsi attribuée à la place.

«**242a.4** Pour que son propriétaire ou, selon le cas, son exploitant soit assujéti à la taxe, le stationnement non résidentiel doit avoir une superficie qui excède 500 mètres carrés.

Toutefois, dans le cas d'un stationnement non résidentiel payant, il suffit que sa superficie excède 75 mètres carrés.

Lorsqu'un stationnement non résidentiel comprend à la fois des places payantes et des places non payantes, il est considéré comme deux stationnements distincts si la superficie des premières excède 75 mètres carrés.

Dans le cas où une unité d'évaluation comprend plusieurs stationnements non résidentiels non contigus dont la superficie

combinée excède le nombre de mètres carrés applicable selon les trois premiers alinéas, le propriétaire ou, selon le cas, l'exploitant de chacun est assujetti à la taxe sans égard à la superficie du stationnement. Il en est de même lorsque les stationnements non résidentiels contigus de plusieurs unités d'évaluation ont une superficie combinée qui excède le nombre de mètres carrés applicable selon les trois premiers alinéas.

Dans le cas où un stationnement comprend des places non imposables, au sens de l'article 242a.5, celles-ci ne sont pas prises en considération aux fins d'établir la superficie du stationnement.

«**242a.5** Ne peut être assujetti à la taxe le propriétaire ou, selon le cas, l'exploitant d'un stationnement non résidentiel qui est un immeuble visé au paragraphe 3°, 8° ou 12° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), sauf s'il est imposable en vertu du deuxième alinéa de l'article 208 de ladite loi.

«**242a.6** La ville peut, dans le règlement adopté en vertu de l'article 242a.1, délimiter des secteurs de son territoire ou définir des catégories de stationnements non résidentiels selon, soit leur superficie ou le nombre de leurs places, soit leur caractère de « terrain de stationnement » ou de « stationnement étagé », soit leur caractère payant ou non payant, soit le fait qu'ils peuvent ou non être assujettis à la surtaxe sur les terrains vagues prévue à l'article 242a. Elle peut également, dans le règlement, établir des combinaisons de catégories ou des combinaisons faisant appel à une catégorie et à un secteur.

Dans le cas où un stationnement comprend des places non imposables, celles-ci ne sont pas prises en considération aux fins de déterminer à quelle catégorie appartient le stationnement.

«**242a.7** La ville peut, dans le règlement adopté en vertu de l'article 242a.1, prévoir que la taxe n'est imposée qu'à l'égard des stationnements non résidentiels situés dans un ou plusieurs secteurs ou compris dans une ou plusieurs catégories ou combinaisons.

«**242a.8** La ville doit, dans le règlement adopté en vertu de l'article 242a.1, prévoir que la taxe est basée soit sur le nombre de places comprises dans le stationnement non résidentiel, soit sur sa superficie, soit sur sa valeur.

La valeur du stationnement est le produit obtenu lorsqu'on multiplie sa superficie par le taux unitaire moyen du terrain de l'unité d'évaluation dont le stationnement fait partie; ce taux est le quotient obtenu lorsqu'on divise la valeur du terrain par sa superficie.

Dans le cas où un stationnement comprend des places non imposables, celles-ci ne sont pas prises en considération aux fins d'établir le nombre de places que le stationnement comprend, sa superficie ou sa valeur.

Aux fins du calcul du montant payable, le nombre de places comprises dans le stationnement est diminué de 17 ou sa superficie est diminuée de 500 mètres carrés, selon que la taxe est basée, soit sur le nombre de places comprises dans le stationnement, soit sur sa superficie ou sa valeur. Dans le cas d'une combinaison de stationnements visée au quatrième alinéa de l'article 242*a*.4, cette diminution est répartie entre ceux-ci proportionnellement à leur superficie respective qui a été prise en considération pour établir que la superficie de la combinaison excède 500 mètres carrés. La diminution prévue au présent alinéa ne s'applique pas dans le cas d'un stationnement dont les places payantes, combinées le cas échéant à celles d'autres stationnements conformément au quatrième alinéa de l'article 242*a*.4, ont une superficie totale qui excède 75 mètres carrés.

«**242a.9** Le taux de la taxe est fixé dans le règlement adopté en vertu de l'article 242*a*.1.

La ville peut fixer des taux différents selon les secteurs, les catégories ou les combinaisons visés à l'article 242*a*.6.

«**242a.10** La ville peut, dans le règlement adopté en vertu de l'article 242*a*.1, préciser le sens de tout mot utilisé dans la présente section pour tenir compte de tout cas d'application d'une disposition de celle-ci.

Elle peut prévoir toute règle applicable lorsque, au cours d'un exercice financier, une donnée change quant à tout débiteur de la taxe ou quant à tout stationnement à l'égard duquel celle-ci est imposée.

Elle peut prévoir toute modalité de perception de la taxe, y compris le paiement d'un supplément, le remboursement d'un trop-perçu ou l'ajout de l'intérêt sur une somme exigible.

«**242a.11** Si la ville adopte un règlement en application de l'article 242*a*.1, la Couronne du chef du Québec et ses mandataires doivent verser à la ville, à titre de propriétaire ou d'exploitant d'un stationnement non résidentiel, une compensation équivalente au montant de la taxe payable par tout propriétaire ou exploitant d'un stationnement non résidentiel en vertu dudit règlement. ».

9. L'article 248 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de

1966-1967, par l'article 1151 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 7 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « l'amende prévue à l'article 394.1 ».

10. L'article 261 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953 et par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est abrogé.

11. L'article 262 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, est abrogé.

12. L'article 263 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est abrogé.

13. L'article 289a de cette charte, édicté par l'article 16 du chapitre 116 des lois de 1986 et modifié par l'article 841 du chapitre 57 des lois de 1987 et par l'article 11 du chapitre 88 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement aux première et deuxième lignes du paragraphe 3, des mots « Le conseil ou le comité exécutif, s'il s'agit d'une dépense qui n'excède pas cinquante mille dollars » par les mots « Le conseil, ou le comité exécutif s'il s'agit d'une dépense qui n'excède pas cent mille dollars ».

14. L'article 291 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 1154 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 9 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « d'une amende de 1 000 \$ » par les mots « de l'amende maximale prévue à l'article 394.1 lorsque le contrevenant est une personne physique ».

15. L'article 301 de cette charte, remplacé par l'article 19 du chapitre 42 des lois de 1980 et modifié par l'article 12 du chapitre 88 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de « ou de titres émis par une municipalité ou par un organisme mandataire d'une municipalité ou un organisme supramunicipal au sens des articles 18 et 19 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3) ».

16. L'article 303 de cette charte, remplacé par l'article 24 du chapitre 68 des lois de 1970 et modifié par l'article 3 du chapitre 89 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **303.** La ville est autorisée à verser des subventions ou à accorder une assistance sous forme de prêt ou autrement à toute personne ou à tout organisme, y compris une fondation, poursuivant des fins nationales, patriotiques, religieuses, philanthropiques, charitables, scientifiques, artistiques, culturelles, littéraires, sociales, professionnelles, athlétiques ou sportives ou autres fins d'intérêt public non spécialement prévues qui sont dans l'intérêt de la ville ou celui de ses citoyens. ».

17. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 305*a*, du suivant :

« **305*b*.** Dans une partie du territoire de la ville dans lequel est en vigueur un programme d'intervention ou de revitalisation, le conseil peut, par résolution, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention ou une assistance pour favoriser l'implantation de commerces de services. ».

18. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 307*b*, du suivant :

« **307*c*.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions, selon les modalités et dans les secteurs qu'il détermine, accorder un crédit de taxes foncières imposées sur un monument historique cité en application de l'article 70 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) ou sur un immeuble situé dans un site du patrimoine constitué en application de l'article 84 de cette loi. ».

19. L'article 309*b* de cette charte, édicté par l'article 8 du chapitre 91 des lois de 1990 et modifié par l'article 13 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, à la quatrième ligne du premier alinéa, du mot et du chiffre « et 305*a* » par le mot et les chiffres « , 305*a* et 305*b* » ;

2° par le remplacement, à la deuxième ligne du paragraphe 1° du premier alinéa, des mots « de cet » par les mots « d'un » ;

3° par l'addition, après le paragraphe 1° du premier alinéa, du suivant :

« 1.1° prévoir des catégories de changements de la destination ou du mode d'occupation d'un tel immeuble ainsi que des catégories d'aliénations totales ou partielles d'un tel immeuble ou d'aliénations du contrôle de la corporation qui en est propriétaire, qui sont exemptées des exigences stipulées en application du paragraphe 1° ; » ;

4° par l'insertion, à la dernière ligne du paragraphe 3° du premier alinéa, après « 1°, », de « 1.1°, »;

5° par l'addition, après le paragraphe 3° du premier alinéa, du suivant :

« 4° prescrire, pendant toute la période où il peut y avoir remise de la subvention, l'obligation pour le propriétaire de l'immeuble de maintenir en vigueur une assurance de dommages prévoyant, dans l'éventualité d'une destruction partielle ou totale de l'immeuble et de sa non reconstruction dans le délai prescrit par le conseil municipal, le paiement préférentiel à la ville, à titre d'assurée nommée, d'un montant égal à son intérêt dans le remboursement de la subvention.

Pour les fins de l'application du présent paragraphe, le conseil peut établir des catégories en fonction des caractéristiques des immeubles ou de la nature et de l'ampleur des travaux à effectuer et prescrire des délais de reconstruction différents selon ces catégories. ».

20. L'article 309c de cette charte, édicté par l'article 8 du chapitre 91 des lois de 1990 et modifié par l'article 14 du chapitre 81 des lois de 1991, est remplacé par le suivant :

« **309c.** Le conseil peut, aux fins mentionnées dans les articles 304 à 308, fixer des taux différents de subvention ou de crédit de taxe, offrir une assistance différente ou créer des exclusions et cela pour des catégories de bénéficiaires établies en fonction de critères et caractéristiques qu'il détermine. ».

21. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 314a, de l'article suivant :

« **315.** Au-delà des quotes-parts qu'elle verse en vertu de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3), la ville peut dépenser pour financer des services de transport sur son territoire fournis par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec mais non financés à même son budget d'opération établi en vertu de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec. ».

22. L'article 321 de cette charte, remplacé par l'article 204 du chapitre 38 des lois de 1984, est abrogé.

23. L'article 330 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 42 des lois de 1980 et modifié par l'article 21 du chapitre 116 des lois de 1986, est de nouveau modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Le conseil peut déléguer au trésorier le pouvoir de placer, conformément aux directives émises par cette commission, les deniers des fonds d'amortissement dans certaines ou toutes les catégories de placements mentionnées au premier alinéa. ».

24. L'article 336 de cette charte, modifié par l'article 8 du chapitre 122 des lois de 1930-1931, par l'article 5 du chapitre 104 des lois de 1931-1932, par l'article 19 du chapitre 111 des lois de 1935, par l'article 67 du chapitre 102 des lois de 1937, par l'article 12 du chapitre 104 des lois de 1938, par l'article 22 du chapitre 102 des lois de 1939, par l'article 27 du chapitre 74 des lois de 1940, par l'article 12 du chapitre 50 des lois de 1943, par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1944, par l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1945, par l'article 17 du chapitre 51 des lois de 1948, par l'article 8 du chapitre 63 des lois de 1951-1952, par l'article 4 du chapitre 36 des lois de 1952-1953, par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1955-1956, par l'article 9 du chapitre 50 des lois de 1957-1958, par l'article 6 du chapitre 96 des lois de 1960-1961, par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1963, par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1964, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 38 du chapitre 86 des lois de 1969, par les articles 29, 30 et 31 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 146 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 29 du chapitre 75 des lois de 1972, par l'article 8 du chapitre 80 des lois de 1973, par l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 15 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 457 du chapitre 72 des lois de 1979, par les articles 23, 45 et 51 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 272 du chapitre 63 des lois de 1982, par l'article 17 du chapitre 64 des lois de 1982, par les articles 22, 59 et 60 du chapitre 61 des lois de 1984, par l'article 140 du chapitre 27 des lois de 1985, par l'article 22 du chapitre 116 des lois de 1986, par l'article 17 du chapitre 88 des lois de 1988, par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1989, par les articles 1155 à 1168 du chapitre 4 des lois de 1990, par l'article 9 du chapitre 91 des lois de 1990 ainsi que par l'article 16 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié :

1° par la suppression, au sous-paragraphe *a* du sous-paragraphe 15 du paragraphe 42°*a* des mots « mais qui dans aucun cas ne doit être inférieure à six mois » ;

2° par le remplacement du paragraphe 42*d* par le suivant :

« 42°*d*. Pour prescrire, à l'intérieur d'une zone, la distance minimale entre des établissements occupés par des usages similaires, la superficie maximale de plancher ou de terrain pouvant être utilisée pour un usage ou un groupe d'usages et le nombre maximal d'établissements opérant de tels usages dans une zone; prohiber l'utilisation à ces fins de toute superficie de plancher, ou de tout

établissement au-delà de la superficie ou du nombre maximal permis ou en deçà de la distance minimale prescrite; »;

3° par l'addition, au paragraphe 42°e, après le sous-paragraphe 4, du sous-paragraphe suivant :

« 4.1— Pour prescrire, dans la résolution accordant l'exemption, des modalités de paiement. Lorsque le paiement n'est pas effectué en totalité avant le terme fixé, l'exemption accordée en application du paragraphe 1 est de plein droit révoquée.

L'occupation du bâtiment doit cesser jusqu'à ce que le nombre d'unités de stationnement exigé soit disponible. »;

4° par le remplacement, au paragraphe 42e, aux première et deuxième lignes du sous-paragraphe 5 des mots « Dans le cas d'une compensation dont le paiement n'est pas effectué au comptant » par les mots « Lorsque le paiement compensatoire n'est pas effectué dans les trente jours de la résolution accordant l'exemption »;

5° par le remplacement, au paragraphe 42°i, du premier alinéa, par le suivant :

« 42°i. Pour approuver, par règlement, sur l'ensemble de son territoire, un plan de construction ou de modification ou permettre l'occupation d'un ou de plusieurs bâtiments ou autres ouvrages. »;

6° par la suppression, au paragraphe 42°i, des deuxième et cinquième alinéas;

7° par l'addition, après le paragraphe 42°k, des paragraphes suivants :

« 42°l.1 Le conseil peut, par règlement, assujettir la délivrance de permis de construction ou de lotissement ou de certificats d'autorisation ou d'occupation à l'approbation de plans relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions ou à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés.

« 42°l.2 Le règlement doit :

1. indiquer toute zone ou catégorie de constructions, de terrains ou de travaux visée;

2. déterminer les objectifs applicables à l'implantation et à l'architecture des constructions ou à l'aménagement des terrains, ainsi que les critères permettant d'évaluer si ces objectifs sont atteints;

3. prescrire le contenu minimal des plans et exiger, notamment, qu'ils contiennent l'un ou plusieurs des éléments suivants:

a) la localisation des constructions existantes et projetées;

b) l'état du terrain et l'aménagement qui en est projeté;

c) l'architecture des constructions qui doivent faire l'objet de travaux de construction, de transformation, d'agrandissement ou d'addition;

d) la relation de ces constructions avec les constructions adjacentes;

4. prescrire les documents qui doivent accompagner les plans;

5. prescrire la procédure relative à la demande de permis de construction ou de lotissement ou à la demande de certificat d'autorisation ou d'occupation lorsque la délivrance de ce permis ou certificat est assujettie à l'approbation des plans.

«42°l.3 Le règlement peut établir des règles différentes selon les zones, les catégories de constructions, de terrains ou de travaux ou toute combinaison de zones et de catégories.

«42°l.4 Après avoir obtenu l'avis de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec, le conseil approuve les plans s'ils sont conformes au règlement ou les désapprouve dans le cas contraire.

La résolution désapprouvant les plans doit être motivée.

«42°l.5 Le conseil peut également exiger, comme condition d'approbation des plans, que le propriétaire prenne à sa charge le coût de certains éléments des plans, notamment celui des infrastructures ou des équipements, qu'il réalise son projet dans un délai fixé ou qu'il fournisse des garanties financières.»;

8° par l'addition, après le paragraphe 42°l.5, du paragraphe suivant:

«42°m. Pour adopter un règlement sur les usages conditionnels afin de permettre au comité exécutif d'autoriser, malgré les dispositions d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction, l'exercice d'un usage à l'égard d'un immeuble ou partie d'immeuble, même si cet usage n'est pas autorisé par les règlements en vigueur ou si l'immeuble ou la partie de l'immeuble n'est pas conforme aux prescriptions de règlements en vigueur, compte tenu de l'usage qui en est fait. Ce règlement doit:

1° prévoir la procédure requise pour demander au comité exécutif l'autorisation d'exercer un usage conditionnel;

2° prévoir la procédure par laquelle tout intéressé peut formuler ses commentaires relativement à une demande d'exercer un usage conditionnel;

3° établir les critères permettant au comité exécutif d'évaluer une demande d'usage conditionnel, lesquels peuvent varier selon la nature des usages et selon leur localisation;

4° prescrire, pour chaque zone, les usages qui peuvent être autorisés;

5° autoriser le comité exécutif à imposer des conditions d'implantation ou d'exercices lesquelles devront avoir notamment pour objet de s'assurer que l'usage autorisé ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.

Le greffier doit, au moins quinze jours avant la tenue d'une séance où il est statué sur une demande d'exercer un usage conditionnel, faire publier un avis public aux frais de la personne qui demande d'exercer un usage conditionnel.

L'avis indique la date et l'heure de la séance, la nature et les effets de la demande. Cet avis contient la désignation de l'immeuble affecté en utilisant la voie de circulation et le numéro d'immeuble ou, à défaut, le numéro cadastral, et mentionne que tout intéressé peut, conformément à un règlement adopté en vertu du présent paragraphe, formuler ses commentaires relativement à cette demande. »;

9° par le remplacement du paragraphe 69° par le suivant :

« 69° Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage de voies cyclables et de voies piétonnières sur rue et hors rue. »;

10° par la suppression, au paragraphe 115°, dans les deux dernières lignes, des mots « d'au plus 1 000 \$ »;

11° par la suppression, au paragraphe 134°, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « qui doit être approuvé par le ministre des transports »;

12° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 204° par le suivant :

« Toutefois, aucune des conditions prévues au premier alinéa ne peut être imposée dans le cas d'une opération cadastrale visant le

numérotage d'un lot, l'annulation ou le remplacement de la numérotation existante ou l'obtention d'une nouvelle numérotation. La présente exemption ne s'applique pas à une opération cadastrale ayant pour effet de modifier le plan d'un lot soit par subdivision ou autrement. »;

13° par le remplacement du paragraphe 204°b, par le suivant :

«204°b. La superficie du terrain cédé et la somme versée ne doivent pas excéder 10 % de la valeur du terrain compris dans le plan. ».

25. L'article 336b de cette charte, édicté par l'article 39 du chapitre 86 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

«**336b.** 1. Le conseil peut, par règlement :

a) autoriser aux conditions et pour le loyer qu'il détermine, certaines catégories d'occupations temporaires ou permanentes du domaine public de la ville tant au-dessus qu'au-dessous des terrains publics, trottoirs, rues, ruelles, pièces et cours d'eau municipaux ;

b) prescrire, s'il y a lieu, la manière d'exécuter les travaux relatifs à cette occupation et les matériaux à utiliser ;

c) prévoir la révocation par le comité exécutif, de certaines occupations particulières bénéficiant d'une autorisation prévue au règlement, sur avis écrit à cet effet, signifié au propriétaire de l'immeuble bénéficiant de l'autorisation et enregistré au moins un mois avant la révocation ;

d) prévoir l'enlèvement de tout ou partie des constructions ou installations se trouvant sur le domaine public autrement qu'en conformité d'une autorisation prévue au présent article et ce, aux frais du propriétaire.

2. Le comité exécutif peut :

a) autoriser aux conditions et pour le loyer qu'il détermine, certaines occupations temporaires ou permanentes du domaine public de la ville tant au-dessus qu'au-dessous des terrains publics, trottoirs, rues, ruelles, pièces et cours d'eau municipaux qui ne font pas l'objet d'un règlement adopté conformément au paragraphe 1 ou qui ne sont pas autorisées en vertu d'un tel règlement ;

b) prescrire, s'il y a lieu, la manière d'exécuter les travaux relatifs à cette occupation et les matériaux à utiliser ;

c) prévoir la révocation d'une autorisation donnée en application du sous-paragraphe a du paragraphe 2, sur avis écrit à cet effet, signifié au propriétaire de l'immeuble bénéficiant de l'autorisation et enregistré au moins un mois avant la révocation.

3. Le propriétaire d'un immeuble titulaire d'une telle autorisation peut enregistrer, par dépôt, une description de l'occupation faite par un arpenteur-géomètre, accompagnée selon le cas, d'un certificat du greffier attestant que l'occupation décrite est autorisée par le règlement adopté en application du paragraphe 1 ou d'une copie conforme de la résolution du comité exécutif adoptée conformément au paragraphe 2. Le registrateur doit en faire mention à l'index des immeubles pour chaque lot ou partie de lot concerné.

4. Lorsque le comité exécutif révoque une autorisation en application du présent article ou lorsqu'une modification d'un règlement adopté en application du paragraphe 1 a pour conséquence de révoquer des autorisations déjà consenties par règlement, le greffier doit enregistrer, par dépôt, à l'égard de chaque lot pour lequel il a délivré un certificat en application du paragraphe 3, un avis indiquant que l'occupation décrite n'est plus autorisée par le règlement adopté en application du paragraphe 1 ou une copie conforme de la résolution du comité exécutif révoquant l'autorisation accordée. Le registrateur doit en faire mention à l'index des immeubles pour chaque lot ou partie de lot concerné.

5. Le propriétaire d'un immeuble pour l'utilité duquel une autorisation est accordée en application du présent article est responsable des dommages aux biens ou aux personnes résultant de cette occupation et doit prendre fait et cause pour la ville et la tenir indemne de toute réclamation pour de tels dommages. ».

26. L'article 353 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 17 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

27. L'article 355 de cette charte, modifié par l'article 19 du chapitre 64 des lois de 1982 et par l'article 18 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ pour chaque infraction » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

28. L'article 361 de cette charte, remplacé par l'article 9 du chapitre 64 des lois de 1952-1953 et modifié par l'article 17 du chapitre 54 des lois de 1976, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **361.** Sous réserve des pouvoirs de la Communauté urbaine de Québec, la ville a autorité pour :

1. pourvoir, avec ou sans exception, sur tout le territoire de la ville ou dans les secteurs déterminés par le conseil, au ramassage et à l'enlèvement des déchets ainsi que des matières réutilisables ou recyclables et déterminer la façon d'en disposer ou de les éliminer ;

2. établir, avec ou sans exception dans tout ou partie de la ville, un système de collecte sélective dans le but de pourvoir à l'enlèvement, de manière spéciale, des matières réutilisables ou recyclables ;

3. acquérir pour prêter, louer ou vendre, aux personnes desservies par un service d'enlèvement des déchets ou de collecte sélective, des contenants ou d'autres accessoires utilisés pour l'exploitation de tels services ;

4. se départir, après leur enlèvement, de la façon qu'elle détermine, des déchets ainsi que des matières réutilisables ou recyclables ;

5. interdire ou régir, par règlement, le ramassage et l'enlèvement, par toute personne autre que la ville, des déchets ainsi que des matières réutilisables ou recyclables ainsi que la façon d'en disposer ;

6. déterminer, par règlement, les matières qui sont réutilisables ou recyclables et obliger tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble à séparer ces matières des autres déchets, selon les catégories qu'elle détermine ;

7. réglementer la garde, le dépôt, l'entreposage, l'enlèvement, la collecte sélective, la disposition, l'élimination, la récupération et le conditionnement des déchets ainsi que des matières réutilisables ou recyclables ;

8. pour construire, aménager et exploiter un incinérateur ou autre établissement destiné à la destruction des déchets ; pour confier ces fonctions à toute personne ; pour conclure, avec toute municipalité, une entente pour contribuer à la construction, à l'aménagement et à l'utilisation en commun d'un tel incinérateur ou établissement, même s'il est situé à l'extérieur du territoire de la ville ;

9. pour construire, aménager et exploiter un établissement de récupération et de conditionnement de matières recyclables; pour confier ces fonctions à toute personne; pour conclure, avec toute municipalité, une entente pour contribuer à la construction, à l'aménagement et à l'utilisation en commun d'un tel établissement, même s'il est situé à l'extérieur du territoire de la ville;

10. pour réglementer l'installation et l'exploitation d'établissements de récupération et de conditionnement de matières réutilisables ou recyclables, exiger l'obtention d'un permis pour exploiter un tel établissement, prescrire des règles, normes et procédés d'exploitation aux fins de prévenir ou contrôler les incendies, les odeurs, les dégagements de gaz, le bruit, la pollution de l'air, des eaux de ruissellement et de lixiviation ainsi que toute autre nuisance et établir les conditions d'obtention, de maintien, de suspension et de révocation du permis. ».

29. L'article 361a de cette charte, édicté par l'article 25 du chapitre 61 des lois de 1984, est remplacé par le suivant:

« **361a.** Pour pourvoir, en totalité ou en partie, au paiement des dépenses découlant de l'exercice des pouvoirs énumérés à l'article 361, le conseil peut imposer aux propriétaires, locataires ou occupants des immeubles ou établissements desservis, une taxe spéciale ou une compensation. Le conseil peut décréter que dans tous les cas, la taxe ou la compensation doit être payée par le propriétaire. Cette taxe et cette compensation sont privilégiées au même titre et au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

À cette fin le conseil peut établir des catégories d'immeubles ou d'établissements. Le taux de cette taxe ou de cette compensation peut être différent, pour chacune des catégories et être établi pour chacune d'entre elles, en fonction de l'un ou l'autre des critères suivants ou d'une combinaison de ceux-ci:

- a) un taux fixe;
- b) un taux établi selon le volume, le poids, la nature des déchets ou des matières réutilisables ou recyclables, le mode ou la fréquence de leur enlèvement ou le temps requis pour ce faire;
- c) un taux basé sur la valeur de l'immeuble ou de l'établissement;
- d) un taux basé sur la valeur locative de l'immeuble ou de l'établissement;
- e) un taux basé sur les autres caractéristiques des immeubles ou des établissements.

Le conseil peut autoriser le comité exécutif à percevoir, en sus ou à la place de la taxe spéciale ou de la compensation, des propriétaires, locataires ou occupants des immeubles ou établissements ou catégories d'immeubles ou d'établissements déterminés par le comité exécutif, des frais pour le service d'enlèvement et de disposition des déchets et des matières réutilisables ou recyclables, à un tarif établi selon le volume, le poids, la nature des déchets ou des matières réutilisables ou recyclables, le mode ou la fréquence de leur enlèvement ou le temps requis pour ce faire. ».

30. L'article 387 de cette charte est abrogé.

31. L'article 394 de cette charte, remplacé par l'article 1172 du chapitre 4 des lois de 1990 et modifié par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants :

« **394.** Sauf dans le cas où la peine applicable est prévue dans une loi, le conseil peut, par règlement :

1° prévoir qu'une infraction à une disposition réglementaire de sa compétence est sanctionnée par une peine d'amende ;

2° prescrire soit un montant d'amende fixe, soit les montants minimum et maximum de l'amende ou le montant minimum de 1 \$ et un montant maximum d'amende.

Le montant fixe ou maximal prescrit ne peut excéder, pour une première infraction, 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou 2 000 \$ s'il est une personne morale. Pour une récidive, le montant fixe ou maximal prescrit ne peut excéder 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou 4 000 \$ s'il est une personne morale. ».

32. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 394, du suivant :

« **394.1** Une personne qui contrevient à une disposition de la présente charte, commet une infraction et est passible, sur condamnation devant la cour municipale, d'une amende d'un montant minimum de 1 \$ et d'un montant maximum de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 2 000 \$ s'il est une personne morale et, pour une récidive, d'une amende d'un montant minimum de 100 \$ et d'un montant maximum de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 4 000 \$ s'il est une personne morale. ».

33. L'article 410 de cette charte, remplacé par l'article 1179 du chapitre 4 des lois de 1990 et modifié par l'article 22 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « d'une amende maximale de 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

34. L'article 410a de cette charte, remplacé par l'article 1180 du chapitre 4 des lois de 1990 et modifié par l'article 23 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots « d'une amende maximale de 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

35. L'article 415 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 24 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la vingt et unième ligne, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

36. L'article 432 de cette charte, modifié par les articles 45 et 52 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 25 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

37. L'article 453c de cette charte, remplacé par l'article 26 du chapitre 84 des lois de 1991, est modifié par la suppression, à la première ligne du cinquième alinéa du paragraphe 1 du mot « deuxième, ».

38. L'article 453g de cette charte, édicté par l'article 4 du chapitre 89 des lois de 1982 et modifié par l'article 34 du chapitre 61 des lois de 1984, par l'article 21 du chapitre 88 des lois de 1988 et par l'article 276 du chapitre 32 des lois de 1991, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, aux troisième et quatrième lignes du paragraphe 1, des mots « places d'affaires et plus de 50 % des places d'affaires » par les mots « établissements et plus de 50 % des établissements » ;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent article, un établissement et le contribuable qui le tient ou l'occupe sont respectivement un lieu

d'affaires imposable et son occupant au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1). »;

3° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Elle peut être formée à la requête de dix contribuables tenant un établissement dans le district. Cette requête est présentée au comité exécutif de la ville.

Cette requête doit être conforme au règlement adopté en vertu du paragraphe 19 et doit contenir les mentions suivantes:

- a) le nom des requérants;
- b) l'adresse de leur établissement;
- c) les limites du district commercial, en utilisant, autant que possible, le nom des rues;
- d) le nom proposé pour la société;
- e) l'adresse proposée pour son siège social.

Elle doit être accompagnée d'une liste des noms et adresses des contribuables ayant un établissement dans le district, de même que d'un croquis du district commercial. »;

4° par le remplacement, à la troisième ligne du paragraphe 4, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement »;

5° par le remplacement, aux deuxième et cinquième lignes du paragraphe 8, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement »;

6° par le remplacement, à la première ligne du paragraphe 9, des mots « place d'affaires » par le mot « établissement »;

7° par le remplacement, aux première et deuxième lignes du paragraphe 10, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement »;

8° par le remplacement, à la troisième ligne du paragraphe 12, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement »;

9° par le remplacement, aux deuxième, cinquième et sixième lignes du paragraphe 12a, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement »;

10° par l'addition, à la fin du premier alinéa du paragraphe 20, des mots « ainsi que les règles transitoires applicables lorsque le territoire de la société est modifié » ;

11° par le remplacement, à la première ligne du paragraphe 22, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » et à la quatrième ligne, des mots « place d'affaires » par le mot « établissement » ;

12° par le remplacement du paragraphe 25 par les suivants :

« 25. À une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, la société adopte son budget, qui peut inclure tout projet comportant des dépenses de nature capitale.

« 25.1. Tout emprunt de la société dont l'objet est le financement d'un projet comportant des dépenses de nature capitale doit être autorisé par le conseil. » ;

13° par le retranchement, à la première ligne du paragraphe 27, des mots « de fonctionnement » ;

14° par le remplacement du paragraphe 28 par le suivant :

« 28. Les règles régissant le calcul des cotisations des membres, les versements et les dates d'échéances sont établies par règlement. Ces règles peuvent prévoir une limite minimale ou maximale au montant de la quote-part des cotisations. » ;

15° par le remplacement, aux deuxième et sixième lignes du paragraphe 29, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » ;

16° par le remplacement, à la première ligne du paragraphe 30, des mots « acquiert une place d'affaires » par les mots « commence à occuper un établissement » et par le remplacement, à la troisième ligne, des mots « une place d'affaires existante » par les mots « un établissement existant » ;

17° par le retranchement du paragraphe 31 ;

18° par l'insertion, à la quatrième ligne du paragraphe 32, après le mot « loi », des mots « et la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) » et par l'insertion, à la dernière ligne, après le mot « perception », des mots « , ainsi que la liste des membres qui les ont acquittées » ;

19° par le remplacement des paragraphes 34 à 36 par les suivants :

«34. La requête prévue au paragraphe 33 est présentée au comité exécutif. Elle doit, avant sa présentation, avoir été approuvée par les membres de la société lors d'une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin.

«35. Lorsque la requête prévue au paragraphe 33 demande l'agrandissement du district de la société, elle doit, après sa réception, faire l'objet d'une consultation auprès des contribuables qui tiennent un établissement sur le territoire dont l'ajout est proposé.

Les paragraphes 4 à 13 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux fins de cette consultation. »;

20° par le remplacement du paragraphe 39 par le suivant :

«39. Une société peut prévoir, selon des modalités et à des conditions établies dans ses règlements, l'adhésion volontaire d'une personne qui tient un établissement hors du district ou qui occupe un immeuble, autre qu'un établissement, situé dans le district ou hors de celui-ci. »;

21° par le remplacement du paragraphe 44 par le suivant :

«44. Les dispositions du présent article qui visent un contribuable tenant ou occupant un établissement s'appliquent à tout mandataire de la Couronne du chef du Québec qui est un tel contribuable. ».

39. L'article 454 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'insertion, au premier alinéa, à la première ligne, après le mot «aux» des mots «parcs, voies piétonnières ou cyclables,» et à la troisième ligne, après le mot «quelque» des mots «parc, voie piétonnière ou cyclable,».

40. L'article 457 de cette charte, remplacé par l'article 35 du chapitre 61 des lois de 1984 et modifié par l'article 30 du chapitre 116 des lois de 1986, est de nouveau modifié par le remplacement du montant «50 000 \$» par le montant «100 000 \$».

41. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 495a, des suivants :

«**495b.** Malgré toute disposition contraire, la ville peut installer une borne-fontaine sur la propriété privée, en bordure de la voie publique à l'endroit utile le moins dommageable pour l'immeuble sur lequel elle est installée.

«**495c.** Aux fins d'installer une borne-fontaine sur un terrain privé en application de l'article 495*b*, malgré toute disposition contraire, la ville peut pénétrer sur l'immeuble et exécuter les travaux sans autre formalité que celles prescrites aux deuxième et troisième alinéas du présent article et à l'article 495*d*. La ville devient propriétaire d'une servitude sur la parcelle de terrain occupée par la borne-fontaine ainsi que d'une servitude de passage sur le terrain pour l'utilisation et l'entretien de la borne-fontaine.

Au moins trente jours avant le début des travaux, la ville avise le propriétaire du terrain de la date approximative et de la nature des travaux, de la teneur des articles 495*a* à 495*d* et lui transmet un plan provisoire de l'assiette des travaux.

Dans les soixante jours suivant la fin des travaux, la ville transmet au propriétaire un exemplaire d'un plan et d'une description technique préparés par un arpenteur-géomètre indiquant la localisation exacte de la borne-fontaine et une description de la servitude. La ville enregistre ce plan et cette description technique par le dépôt de deux exemplaires au bureau de la division d'enregistrement de l'immeuble concerné et le registraire doit en faire mention à l'index des immeubles pour chaque lot ou partie de lot affecté. L'immeuble devient grevé des servitudes en faveur de la ville à compter de la date de l'enregistrement.

«**495d.** Aux fins des articles 495*b* et 495*c*, la Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec peut accorder une indemnité de la façon prévue au titre III de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24). ».

42. L'article 496 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1182 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 30 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les neuvième et dixième lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

43. L'article 498 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1183 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 31 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

44. L'article 503 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 32 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

45. L'article 505 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1187 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

46. L'article 506 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1188 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 34 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la douzième ligne, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

47. L'article 507 de cette charte, modifié par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1189 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 35 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

48. L'article 508 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est de nouveau modifié par le retranchement, aux quatrième et cinquième lignes, des mots « , le prix de l'eau, l'époque et le mode de paiement, soit d'avance ou autrement, ».

49. L'article 509 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1190 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 36 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, du montant « 1 000 \$ » par les mots « celle prévue à l'article 394.1 ».

50. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 512, des suivants :

«**512a.** Sur demande des personnes détenant, à titre de propriétaire, des immeubles représentant plus de cinquante pour cent, en valeur foncière, de la valeur totale des immeubles adjacents à une ruelle privée ou à une partie de ruelle privée, la ville est autorisée à installer et à opérer, dans cette ruelle ou dans cette partie de ruelle, un système d'éclairage relié au réseau public.

La ville doit, par règlement, imposer aux propriétaires des immeubles adjacents une taxe foncière spéciale destinée à couvrir les coûts d'installation d'un tel système d'éclairage. Cette taxe peut être basée soit sur l'évaluation municipale, soit sur la superficie, soit sur l'étendue en front de la ruelle des immeubles desservis. La ville peut recouvrer des propriétaires des immeubles desservis, les frais d'opération du système d'éclairage, au moyen du mode de tarification qu'elle détermine.

«**512b.** Aux fins d'installer un système d'éclairage dans une ruelle privée en application de l'article 512a, malgré toute disposition contraire, la ville peut pénétrer sur l'immeuble sans autre formalité que celles prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent article et à l'article 512c. La ville devient propriétaire d'une servitude sur la parcelle de terrain occupée par les installations ainsi que d'une servitude de passage sur la ruelle pour l'entretien du système d'éclairage.

Au moins 30 jours avant le début des travaux, la ville avise le propriétaire de la ruelle de l'existence des travaux, de la teneur des articles 512a à 512c et lui transmet un plan provisoire de l'assiette des travaux.

Dans les soixante jours suivant la fin des travaux, la ville transmet au propriétaire un exemplaire d'un plan préparé par un arpenteur-géomètre indiquant la localisation exacte des installations et une description de la servitude. La ville enregistre ce plan et cette description par le dépôt de deux exemplaires au bureau de la division d'enregistrement de l'immeuble concerné et le registrateur doit en faire mention à l'index des immeubles pour chaque lot ou partie de lot affecté. L'immeuble devient grevé des servitudes en faveur de la ville à compter de la date de l'enregistrement.

«**512c.** Aux fins des articles 512a et 512b, la Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec peut accorder une indemnité de la façon prévue au titre III de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24). ».

51. L'article 513 de cette charte, remplacé par l'article 8 du chapitre 87 des lois de 1934 et modifié par l'article 2 du chapitre 85

des lois de 1966-1967, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 37 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots « d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

52. L'article 517 de cette charte est remplacé par le suivant :

« **517.** Le conseil est autorisé à imposer, aux propriétaires, locataires ou occupants de tous les immeubles ou de certaines catégories d'entre eux ou de tous les établissements ou de certaines catégories d'entre eux, une taxe ou une compensation pour le service de l'eau. Cette taxe ou compensation peut être différente pour chaque catégorie d'établissements ou d'immeubles. Le taux de cette taxe ou de cette compensation peut être établi en fonction de l'un ou l'autre des critères suivants ou d'une combinaison de ceux-ci :

- a) un taux fixe;
- b) un taux établi selon la consommation;
- c) un taux basé sur la valeur de l'immeuble;
- d) un taux basé sur la valeur locative de l'immeuble.

Le conseil peut décréter que dans tous les cas, la taxe ou la compensation doit être payée par le propriétaire. Cette taxe et cette compensation sont privilégiées au même titre et au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

Le conseil peut également autoriser le comité exécutif à prescrire, en sus ou à la place de l'imposition de la taxe de l'eau ou de la compensation, l'installation de compteurs d'eau dans certains bâtiments ou établissements ou certaines catégories de bâtiments ou d'établissements déterminés par le comité exécutif et à exiger du propriétaire, locataire ou occupant de l'immeuble ou de l'établissement, le paiement du prix de l'eau déterminé par le conseil ainsi que le paiement des frais d'acquisition, d'installation et de location des compteurs. ».

53. L'article 518 de cette charte est abrogé.

54. L'article 518a de cette charte, remplacé par l'article 44 du chapitre 68 des lois de 1970, est abrogé.

55. L'article 522 de cette charte, remplacé par l'article 14 du chapitre 50 des lois de 1943, est abrogé.

56. L'article 523 de cette charte, modifié par l'article 9 du chapitre 69 des lois de 1964, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 34 du chapitre 116 des lois de 1986, est abrogé.

57. L'article 527 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est abrogé.

58. L'article 528 de cette charte est abrogé.

59. L'article 529 de cette charte est abrogé.

60. L'article 530 de cette charte est abrogé.

61. L'article 532 de cette charte est abrogé.

62. L'article 539 de cette charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et modifié par l'article 16 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 1 du chapitre 86 des lois de 1975, par l'article 37 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 58 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement à la troisième ligne du quatrième alinéa, à la deuxième ligne du cinquième alinéa et à la cinquième ligne du sixième alinéa, du montant « 50 000 \$ » par le montant « 100 000 \$ ».

63. L'article 541 de cette charte, édicté par l'article 4 du chapitre 114 des lois de 1987, est modifié par la suppression, aux deuxième et troisième lignes, des mots « relatifs au développement, à la protection ou à la mise en valeur de l'arrondissement historique de Québec ».

64. L'article 544.1 de cette charte, édicté par l'article 38 du chapitre 61 des lois de 1984, est abrogé.

65. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 548e, du suivant :

« **548f.** Le conseil peut, par règlement, pour une période déterminée ou non, limiter l'exercice de la juridiction de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec à certaines parties du territoire de la ville, soustraire des catégories de travaux de sa juridiction ou autrement restreindre sa juridiction. ».

66. L'article 608a de cette charte, remplacé par l'article 44 du chapitre 42 des lois de 1980 et modifié par l'article 1225 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 48 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières

lignes, des mots « d'une amende maximale de 1 000 \$ » par les mots « de l'amende prévue à l'article 394.1 ».

67. L'article 608*b* de cette charte, édicté par l'article 52 du chapitre 61 des lois de 1984, est abrogé.

68. L'article 632*a* de cette charte, remplacé par l'article 54 du chapitre 61 des lois de 1984 et modifié par l'article 49 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement dans la dernière ligne du premier alinéa, du montant « 1 000 \$ » par les mots « le montant maximum de l'amende pouvant être imposé en vertu de l'article 394.1 ».

69. L'article 636 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1952-1953, par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 1242 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 51 du chapitre 84 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « une amende n'excédant pas 1 000 \$ » par les mots « l'amende prévue à l'article 394.1 ».

70. L'article 13 du chapitre 100 des lois de 1959-1960, tel que modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est abrogé.

71. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) sauf le paragraphe 12° de l'article 24 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994.